



DOSSIER D'ENQUETE PREALABLE A LA DUP

**CREATION D'UNE ZONE D'ACTIVITES
AU LIEUDIT « LA PIAT »,
AMENAGEMENT DE LA DESSERTE DU CENTRE
DEPARTEMENTAL ROUTIER,
AMENAGEMENT ET SECURISATION
DU CARREFOUR DES RD N° 93 ET 990**

Commune d'Aigueblanche
Grand-Cœur

NOTICE EXPLICATIVE

I. LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALLEES D'AIGUEBLANCHE

I.1- La création de la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche (CCVA)

Le District du Bassin d'Aigueblanche créé en mars 1974, regroupe les communes d'Aigueblanche et de La Léchère qui sont le résultat d'un mouvement de fusions et d'associations communales déclenché dans les années 1970 (Aigueblanche, Bellecombe, Grand Cœur, Villargerel et Les Avanchers pour la commune d'Aigueblanche et Celliers, Doucy, Nâves, Notre Dame de Briançon, Petit Cœur et Pussy pour la commune de La Léchère).

L'objet principal de cette création est la construction de la station de sport d'hiver de Valmorel dont le domaine skiable est situé sur le territoire des deux communes : Les Avanchers pour Aigueblanche et Doucy pour La Léchère. La fiscalité très importante générée par les usines d'électrochimie et d'électrometallurgie située sur les territoires de Notre Dame de Briançon et de Petit Cœur constitue le principal moteur de ce développement.

En 1988, à la demande de ses élus, la portion du territoire de Les Avanchers-Valmorel est détachée de la commune d'Aigueblanche et érigée en commune distincte de celle-ci. Le District est dès lors composé de trois communes.

Le 2 janvier 2002, le District du Bassin d'Aigueblanche est transformé en Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche.

La Communauté de communes des Vallées d'Aigueblanche a élargi son territoire depuis puisqu'elle a accepté la demande d'adhésion formulée par la commune de Saint-Oyen au 1^{er} janvier 2009 et a intégré les communes de Bonneval Tarentaise, Le Bois et Feissons sur Isère le 1^{er} janvier 2011.

I.2- Le territoire de la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche

La Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche se compose de 7 communes : Feissons-sur-Isère, La Léchère, Bonneval Tarentaise, Saint Oyen, Aigueblanche, Le Bois et les Avanchers-Valmorel regroupant 7 121 habitants (recensement de 2009).

Son territoire, qui fait partie de la Basse vallée de la Tarentaise, s'étend 18 400 hectares de part et d'autre de l'Isère, de l'entrée de Feissons-sur-Isère en aval, au défilé de Ponserand en amont. Il est encadré au nord par le versant méridional du Beaufortain, à l'ouest par Massif de la Lauzière et au sud par le Massif du Cheval Noir.

Le territoire de la CCVA est desservi essentiellement par des sorties créées sur la RN 90 qui a été aménagée, entre Albertville et Moutiers, en 2x2 voies (route express) dans le cadre du programme mis en œuvre pour l'accueil des jeux olympiques d'hiver de 1992. Cette 2x2 voies permet d'accéder aux stations de Tarentaise avec un trafic pouvant atteindre 19800 véhicules/jour à La Léchère (TMJA 2005).

La CCVA accueillent de multiples activités :

- l'agriculture est très présente, notamment l'élevage bovin. Ainsi, la commune d'Aigueblanche et compte 11 exploitations agricoles en activité.
- l'industrie lourde est bien implantée sur la commune de La Léchère avec 3 unités de production :
 - *Carbone Savoie*, spécialisé dans la fabrication des cathodes graphite et carbone et employant environ 370 personnes,
 - *Graphtech*, usine comptant une cinquantaine de salariés, spécialisée dans la fabrication d'électrodes en graphite pour les fours à arc électrique,
 - *FerroPem*, employant environ 200 personnes, spécialisé dans la production de silicium pour silicones et alliages d'aluminium pour l'automobile, de microsilice pour l'élaboration de bétons haute performance, de silico-calcium, alliage de traitement pour la sidérurgie, et d'alliages pour la fonderie de fonte.

Le tourisme, avec les stations de sports d'hiver et le thermalisme sont deux activités importantes de la Communauté de communes.

L'hiver, Valmorel, station de 12 000 lits touristiques, et Doucy Combelouvière, 2 000 lits touristiques, offrent plus de 100 km de pistes de ski alpin. Sur le versant d'en face, Nâves permet la pratique des sports nordiques (ski de fond, raquettes, ski de randonnée) avec le domaine nordique le plus haut de Savoie.

La station thermale de la Léchère accueille chaque année plus de 6 000 curistes venus profiter des bienfaits de l'eau pour la phlébologie ou la rhumatologie.

I.3- Les compétences de la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche

L'objet de la création de la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche était à l'origine la construction de la station de sport d'hiver de Valmorel. Aujourd'hui, cette station compte 12 000 lits et le site de Doucy Combelouvière 2 000 lits. Ces derniers ont été pour la plupart construits par la collectivité dans les années 1980. La Communauté de communes des Vallées d'Aigueblanche en a confié leur gestion à une société d'économie mixte, la SOGETOBA.

En 1986, le District rachète l'établissement thermal de La Léchère qui périssait. Il y investit plus de 15 millions d'euros en 6 ans pour moderniser et agrandir l'outil thermal et les hébergements attenants. La station thermale, gérée par une société d'économie mixte, la Société des Eaux Thermales de La Léchère est spécialisée dans la phlébologie, la rhumatologie et la gynécologie, et accueille chaque année 6 000 curistes. Afin de diversifier l'offre thermique, la CCVA a engagé des travaux de réaménagement de l'ancien SPA Radiana à l'automne 2010. Ainsi, le nouveau SPA thermal, ouvert depuis début août 2012, propose des installations de qualité sur plus de 1 500 m² correspondant aux nouvelles attentes du public avec notamment 4 bassins, des cabines, un solarium, une salle de fitness et un jacuzzi extérieur.

Au début des années 1990, le District construit le Village 92 sur La Léchère pour accueillir le centre de presse des Jeux Olympiques d'Albertville. Ces équipements ont été reconvertis en salle de spectacle, gymnase, médiathèque, hébergements.

La Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche assure aujourd'hui, en plus des activités décrites ci-dessus, les compétences institutionnelles d'une communauté de communes et notamment les déchets, l'eau, l'assainissement, la protection et la mise en valeur de l'environnement, le soutien à l'agriculture, la gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

C'est ainsi, que dans le cadre de ses compétences obligatoires, la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche envisage la création d'une zone d'activités d'intérêt communautaire à vocation artisanale et de services sur la commune d'Aigueblanche à Grand Coeur.

II. LE PROJET DE ZONE D'ACTIVITES A VOCATION ARTISANALE ET DE SERVICES

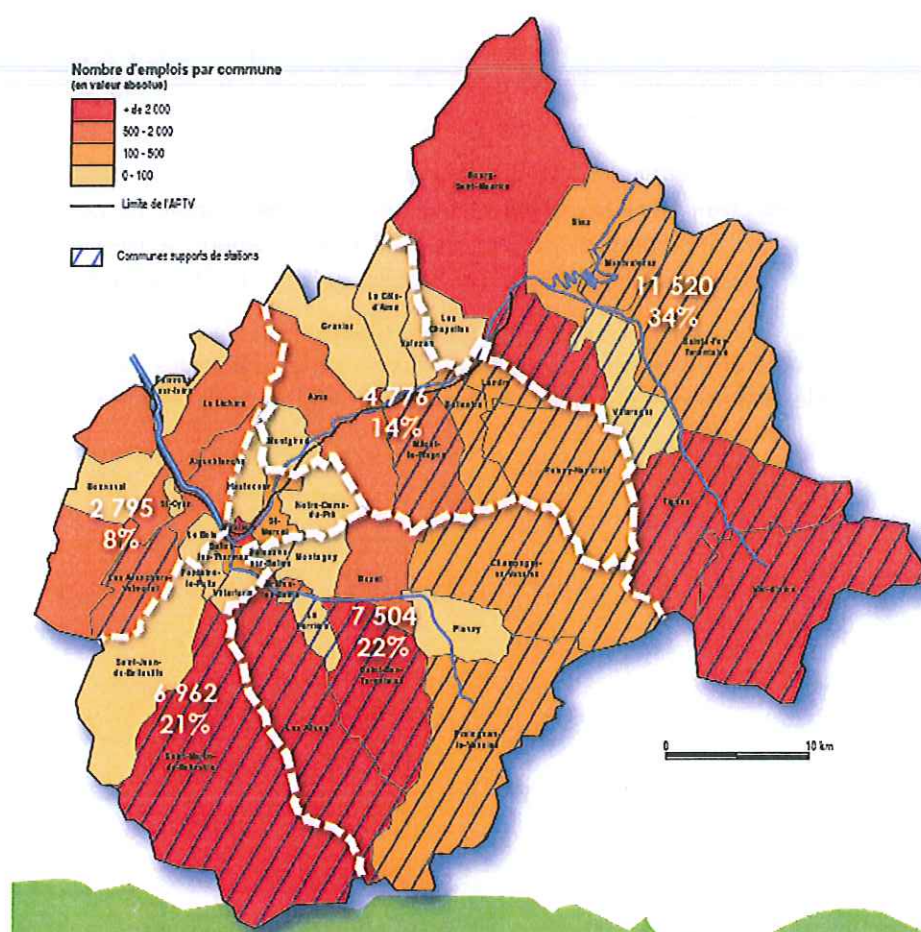
II.1- Les besoins en zone d'activités sur le territoire de la CCVA

La Tarentaise concentre une grande partie de l'offre touristique de la Savoie et occupe une place de leader sur le marché international des sports d'hiver. Néanmoins, compte tenu des contraintes géographiques, des risques naturels et d'un manque de vision globale, les entreprises locales ne trouvent pas ou très difficilement, les solutions financières et immobilières nécessaires à leur développement, voir à leur création.

Dans le cadre de l'élaboration du SCOT TARENDAISE engagée par l'Assemblée du Pays Tarentaise Vanoise (APTV) en 2008, une étude (ci-jointe en annexe) a été menée sur le foncier économique du territoire de ladite assemblée dans lequel s'inscrit la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche pour recenser les besoins des entreprises, les offres des collectivités et voir dans quelle mesure mettre en adéquation ces deux données.

La Tarentaise se caractérise par la plus forte densité artisanale de la Région Rhône-Alpes avec un profil économique très spécifique constitué d'une sur représentation du commerce, des transports et des services privés même si de grosses entreprises industrielles sont implantées sur le territoire. Le fonctionnement de l'emploi est très local avec un taux élevé d'actifs qui travaillent sur leur commune de résidence et la mobilité professionnelle reste essentiellement interne au territoire avec des flux importants générés par les stations.

Ainsi, la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche comptait au recensement de 2007, 2795 emplois, soit 12 % de plus qu'en 1999, la population active augmentant plus vite que la population et témoignant ainsi de l'attractivité du territoire.



Source :

Etude Foncier Economique SCOT Tarentaise - APTV

Dans le cadre du volet économique du SCOT, une étude menée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat faisant elle-même suite aux résultats de l'Observatoire 2010 des entreprises artisanales de l'APTV montre que 28 % des artisans ont des besoins fonciers et immobiliers. Les résultats de l'étude ont permis d'identifier et de qualifier ces besoins.

55 % des entreprises qui ont répondu à cette étude ont déclaré avoir des besoins fonciers et /ou immobiliers ; sur la commune d'Aigueblanche, 10 entreprises ont exprimé ce besoin. Il s'agit en règle générale d'entreprise plutôt jeune, en phase de développement et ayant déjà passé le cap des trois ans d'existence. Les besoins exprimés reflètent d'abord les perspectives de développement des entreprises, dans un second temps la volonté de satisfaire d'autres considérations : meilleur accessibilité des locaux Cette étude relève la forte mixité et variété dans la typologie des besoins des artisans, néanmoins l'entrepôt et l'atelier sont les typologies les plus souhaitées.

L'étude du foncier économique menée dans le cadre du SCOT détermine, après avoir fait une cartographie générale du foncier disponible sur le territoire de l'APTV, une trame économique du territoire s'articulant autour de 22 sites identifiés au regard des caractéristiques géographiques et de la spécificité du fonctionnement économique du territoire. L'étude initiale a porté sur un nombre plus importants de sites dont certains n'ont pu être retenus (sensibilité paysagère, surface restreinte, risques naturels ...).

Sur les 5 sites initialement répertoriés sur le territoire de la CCVA, 2 emplacements n'ont pas été retenus compte tenu de leur sensibilité environnementale (Zone du Pied de Ville à Feissons sur Isère et zone de La Chaudanne à Le Bois).

Ainsi 3 sites du territoire de la CCVA ont été inscrits dans le projet de trame économique du territoire :

- **la zone des Moulins aux Avanchers-Valmorel** : zone à vocation de plateforme d'entrepôt couverte, « étables » artisanales à aménager dans un délai de 1 à 5 ans, correspondant à un espace économique de proximité, c'est-à-dire de taille restreinte permettant de répondre à une demande d'artisans ayant un fonctionnement quasi exclusivement intra communal ;
- **la zone dite de la Gare de Notre-Dame-de-Briançon à La Léchère** : zone déjà urbanisée à la vocation de mixité fonctionnelle maîtrisée commerciale et artisanale à aménager dans un délai supérieur à 5 ans et fonction des démarches engagées en concertation avec RFF, propriétaire du terrain, pour la revitalisation de la gare et de la création d'une maison des services ;
- **la zone du Piat Grand-Cœur à Aigueblanche** : zone à vocation artisanale permettant d'aménager dans un délai de 1 à 5 ans une dizaine de lots.

Compte tenu de l'ensemble des éléments identifiés dans l'étude du foncier économique, la CCVA, a décidé de rendre prioritaire l'aménagement de la zone dite du Piat à Grand-Cœur Aigueblanche qui constitue donc l'objet du présent dossier.

II.2- Le site retenu

La Commune d'Aigueblanche

Depuis la fusion de 1971, la commune d'Aigueblanche regroupe sur 1967 hectares, les anciennes communes d'Aigueblanche (fond de vallée), de Villargerel (adret), de Grand-Cœur (base de l'adret) et de Bellecombe-Tarentaise (cône de déjection du torrent du Morel).

La Commune d'Aigueblanche est délimitée d'un côté par le territoire de la commune de La Léchère et de l'autre par sa proximité immédiate avec le Chef-lieu du canton Moutiers qui accueille de nombreux équipements publics, parapublics et de services dont bénéficient ainsi les habitants d'Aigueblanche.

La commune d'Aigueblanche s'implante immédiatement en aval du verrou rocheux de Moûtiers à partir duquel la vallée change d'orientation et s'ouvre sur de nombreuses stations de sports d'hiver. L'urbanisation du territoire communal s'articule autour de trois axes :

- des villages et des hameaux qui s'implantent de manière étagée sur l'adret depuis Grand-Cœur dans la partie basse du versant jusqu'à Navette ;
- le hameau des Emptes qui s'inscrit dans la partie médiane de l'ubac ;
- en fond de vallée, sur les deux rives de l'Isère avec un bourg qui se développe le long de l'ancienne route nationale (déviation depuis la création de la 2x2 voies) et qui longe le bassin versant d'adret, parallèlement à la voie de chemin de fer « Paris/Bourg-Saint-Maurice).

Le tissu économique de la commune d'Aigueblanche est composé d'une quarantaine d'entreprises artisanales, répartie principalement dans le secteur du bâtiment, des garages stations service, du transport avec la présence de quelques bureaux d'étude.

Ces entreprises sont essentiellement implantées dans la zone d'activités existante entre l'Isère et le vieux village de Bellecombe.

Le site de la future zone d'activités

Le village de Grand-Cœur situé à 490 m d'altitude, s'implante donc à la base du versant d'adret sur les premières pentes dominant l'Isère. Il s'inscrit dans le paysage agricole du coteau composé d'une mosaïque de prés, cultures et vignes. Malgré la qualité du site et de l'exposition privilégiée, son essor a été pendant un temps entravé par la proximité des usines électro-métallurgiques de Notre-Dame-de-Briançon et de Château-Feuillet. Ces nuisances sont aujourd'hui en partie minorées. Le village est bordé à l'aval par la 2x2 voies.

La future zone d'activités est envisagée sur une parcelle de terrain de 14 800 m² environ située, aux portes du village d'Aigueblanche, entre la 2x2 voies et la Route Départementale n° 990 reliant Aigueblanche à La Léchère, à hauteur du carrefour entre la Route Départementale n° 990 et la Route Départementale n° 93. La RD 990 permet de relier Feissons-sur-Isère à Aigueblanche. La RD 93, quant à elle dessert, depuis son intersection avec la RD 990, Petit-Cœur, Ronchat et Grand Naves.



Source : Google Earth

Actuellement en nature de pré, la parcelle nécessaire à l'aménagement de la zone d'activités se trouve bordée en façades nord, sud et ouest d'unités administratives et/ou économiques.



Source : Google Earth

La parcelle qui présente une légère déclivité depuis la R.D. n° 990 surplombe, à l'ouest, le centre de livraison d'électricité (poste de Grand-Cœur) auquel elle est attenante. Elle est, de par cette proximité, traversée par plusieurs lignes électriques de haute et très haute tension avec la présence de poteaux électriques de grande envergure avec plusieurs lignes de haute et très haute tension.

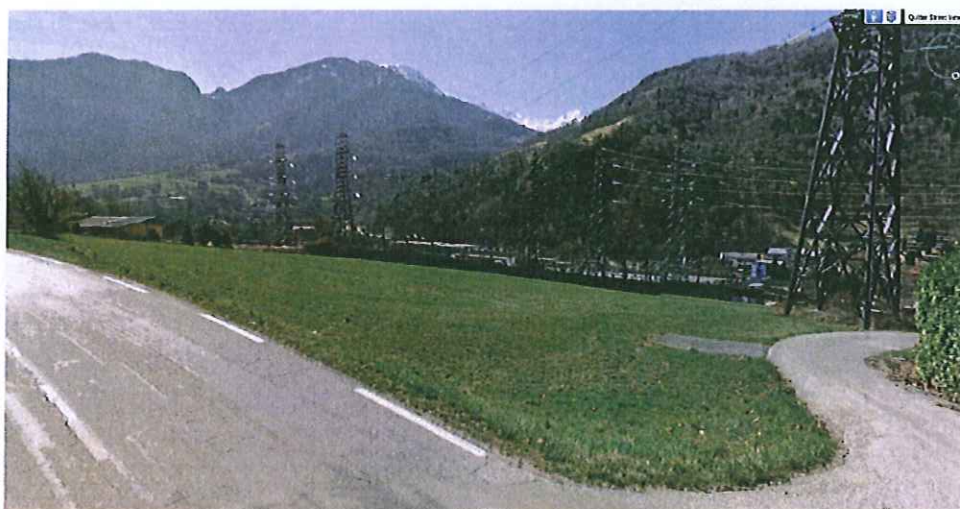
Le poste de Grand-Cœur, ainsi que les jardins ouvriers existants en contrebas, sont desservis, depuis la R.D. n° 990, par un chemin d'exploitation privé longeant la façade « nord » de la parcelle considérée et se terminant en impasse au niveau de la barrière d'accès de service à la 2x2 voies. Ce chemin n'étant pas compris dans le projet d'aménagement, il conservera donc ses fonctions, sa qualification et ses caractéristiques actuelles.

Au nord, se trouve une carrosserie familiale implantée depuis de nombreuses années sur le territoire communal.

Au sud sont implantés les locaux du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie (SREI) du district de Chambéry dont les compétences regroupent les missions d'exploitation et d'ingénierie de la DIR Centre-Est dans les Alpes du Nord et notamment le Centre d'Entretien et d'Intervention (CEI) des routes de tarentaise ainsi que le Territoire de Développement Local (TDL).

Le projet de création de la zone d'activité permettrait également l'aménagement de la desserte de ces locaux par la voirie à créer dans la zone d'activité en prévoyant le passage des engins de déneigement et leur sortie sur la RD par un accès plus éloigné des habitations riveraines et limitant ainsi les nuisances, notamment sonores, actuellement générées.

Vue dans le sens « La Léchère/ Grand-Cœur »



Source : Google Earth

Vue dans le sens « Grand-Cœur/ La Léchère »



Source : Google Earth

Vue depuis l'intersection avec la RD n° 93



Source : Google Earth

II.3- Urbanisme et servitudes

Urbanisme et prescriptions réglementaires

La commune d'Aigueblanche est classée en zone montagne au titre de la Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985. A ce titre, l'urbanisation prévue sera réalisée en continuité des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existantes et le développement touristique devant respecter la qualité des sites. En l'espèce le site prévu pour l'implantation de la future zone d'activité ne sera pas dénaturé car il s'inscrit dans un paysage industriel très marqué, notamment du fait de la présence du centre de livraison d'électricité (poste de Grand-Cœur) et des nombreux poteaux et lignes électriques existants dans le secteur.

La commune d'Aigueblanche possède un Plan d'Occupation des Sols approuvé le 04/09/1992, révisé par délibération du 14/12/2001, modifié à plusieurs reprises et dont la dernière modification simplifiée n°6 est en cours.

Le projet concerne des terrains déjà classés en zone I NAe depuis l'approbation du P.O.S. (04/09/1992) dont une partie (angle Nord-Ouest) indiquée en z c'est-à-dire exposée aux risques naturels et plus précisément aux risques d'affaissements et d'effondrements de terrain (cf plan de situation).

Les secteurs en INA peuvent être urbanisés soit par la création d'une ZAC soit par la réalisation de lotissements ou opérations d'ensemble aux conditions fixées par le règlement des zones U correspondantes. Ainsi les zones en INAe sont destinées à recevoir les mêmes constructions que la zone UE sous réserve que soit réalisées au préalable les infrastructures nécessaires et qu'un plan de composition ait été validé. En zone UE sont admises les constructions à usage d'équipement collectif et/ou de service public, de commerces ou d'artisanat, de bureaux ou services, industriel, d'entrepôts commerciaux et de stationnement.

Par ailleurs, l'aire d'étude est concernée par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) « Assemblée de Pays Tarentaise Vanoise », qui est cours d'élaboration et qui concernera 43 communes. Le projet ne concerne aucun monument historique ou son périmètre de protection, ni site archéologique répertorié. Il n'est pas compris dans une zone à risque technologique ni dans une zone agricole sensible ou sylvicole. En revanche, la Commune est inscrite en Site naturel 2000 PSIC Adret de Tarentaise et différentes ZNIEFF existent sur le territoire d'Aigueblanche mais n'impactent pas le secteur considéré.

Prescriptions réglementaires et servitudes

En préalable, il convient de préciser que la création de la zone fera l'objet d'une demande d'autorisation d'aménagement qui permettra de définir précisément les prescriptions et contraintes à mettre en œuvre pour l'aménagement de ladite zone.

Etude d'impact

Conformément à l'annexe de l'article R122- du Code de l'environnement créée par le Décret n°2011-2019 du 29/12/2011 portant réforme des études d'impact des projets, travaux, d'ouvrages et d'aménagement, le projet n'est pas soumis à étude d'impact, le terrain d'assiette de la zone à créer étant inférieur à 5 hectares et la SHON créée inférieure à 10 000 m².

Loi sur l'eau

L'aménagement envisagé étant supérieur à 1 hectare, il est soumis à déclaration au titre de la Loi sur l'eau conformément à l'article L 214-1 du Code de l'environnement.

A cet effet, la CCVA a engagé, dans le cadre d'une procédure d'Occupation Temporaire menée face au refus des propriétaires d'autoriser l'accès à leur parcelle, la réalisation d'une étude géotechnique préliminaire (type G11).

Afin de mener cette étude qui permettra de fixer la composition lithologique et hydrogéologique du sous-sol, le bureau d'études réalisera plusieurs interventions sur le site : sondages pénétrométriques, fouilles de reconnaissance lithologique et mesures de perméabilité des sols d'assiette.

Lignes électriques

Par ailleurs, la proximité d'ouvrages et de lignes électriques (aériennes, souterraines) impose que soit respectées des prescriptions quant à l'implantation des constructions, des voies de circulations, la création de remblais-déblais

Dans ce cadre le projet a été communiqué par la CCVA aux services de Réseau de Transport d'Electricité (RTE) lesquels ont, par un courrier du 30 octobre 2010, rappelé les prescriptions qui devront être respectées tant dans la détermination du projet d'aménagement que dans sa mise en œuvre (période des travaux à réaliser). Ces prescriptions seront reprises dans le dossier préalable d'aménagement de la zone à réaliser, le moment venu, par la CCVA.

II.4- Description de la zone d'activités à créer et de la desserte à aménager

Une étude préalable a permis de produire une esquisse d'aménagement prévoyant la viabilisation de la zone considérée conformément au règlement du POS opposable et objectifs poursuivis par la CCVA.

La zone d'activité

Compte tenu de sa configuration et des besoins à satisfaire, la zone d'activités envisagée devrait contenir une dizaine de lots de superficie plus ou moins importante. La définition anticipée des acquéreurs potentiels et de leurs contraintes techniques d'aménagement devrait permettre d'assurer une cohérence dans le découpage des lots et l'installation des viabilités.

Des espaces verts seront implantés à l'intérieur de la zone et un aménagement paysager composé de haies masquantes sera réalisé en bordure de zone : le long de la R.D. n° 990, en limite de propriété avec les parcelles aval appartenant à EDF.

Afin de permettre un aménagement cohérent de la zone et une intégration paysagère et environnementale optimale, la CCVA fixera dans un cahier des charges les prescriptions s'imposant aux futures constructions à édifier : orientation des toitures, choix des matériaux, positionnement des aires de stockage

La voie de desserte et la plateforme de retournement

Les dix lots envisagés s'articuleront autour d'une voirie à créer depuis la R.D. n° 990 se terminant en placette de retournement laquelle sera réalisée à cheval sur la limite séparant, en façade sud, la future zone d'activités du Centre d'Entretien des Routes.

Cette réalisation permettra de supprimer la desserte actuelle du Centre d'Entretien des Routes et générant des nuisances, notamment sonores au détriment des habitants riverains compte tenu de l'implantation de la sortie actuelle traversant un secteur d'habitations.

Description de la desserte

La nouvelle voie de desserte de la zone sera composée d'une chaussée de 7 m en tout-venant et recouverte d'enrobé.

Les caractéristiques de cette desserte permettront de satisfaire aux prescriptions applicables au passage des engins de déneigement (et notamment pour supporter leur poids).

Des places de stationnement seront matérialisées en peinture et permettront ainsi le passage des engins à destination du Centre d'Entretien des Routes dont certains comportent des ailerons et entraves.

Les aménagements complémentaires

Un éclairage public sera mis en place le long de la voirie de desserte à créer par l'implantation de massifs de lampadaires, de mâts et de lanternes (6) en limite aval de la voirie jusqu'à la placette de retournement.

Des conteneurs semi-enterrés d'ordures ménagères seront installés à proximité du transformateur électrique nécessaire à l'éclairage public qui sera positionné à l'entrée de la zone en limite du 1^{er} lot et de la voie de desserte à créer.

Par ailleurs, le chemin d'exploitation existant permettant la desserte du centre de livraison d'électricité (poste de Grand-Cœur) et des jardins ouvriers sera maintenu et conservera ses fonctions, sa qualification et ses caractéristiques actuelles.

Le raccordement sur la RD et l'aménagement du carrefour

Le raccordement de la voirie de desserte de la zone d'activité sur le réseau routier existant se fera à hauteur du carrefour de la RD990 et de la RD93.

La configuration actuelle du carrefour ne permet pas d'assurer une sécurité optimale des circulations à cet emplacement. En effet, divers éléments rendent ce carrefour difficile : intersection en rase campagne, chaussée se raccordant en sifflet en point haut de la RD990, talus masquant la visibilité.

Un contact a été pris avec le gestionnaire de la voirie départementale pour présenter le projet de la CCVA et confirmer son adéquation avec le projet d'aménagement dudit carrefour envisagé par le Département.

Le projet a été modifié pour tenir compte des prescriptions émises par le gestionnaire de la voirie, notamment en matière de giration des poids lourds, des caractéristiques du carrefour « tourne à gauche » sur la RD 990, de largeur de voirie en cas de séparation par un îlot type directionnel

Par un courrier du 25/03/2013, le Territoire de Développement Local Tarentaise/Vanoise a fait part de son accord sur le projet d'aménagement modifié (courrier ci-annexé).

Réseaux existants

Le site projeté bénéficie de la proximité des réseaux de viabilité qui ont été refaits lors des travaux de réaménagement et de sécurisation de la R.D. n° 990 dans la traversée du village de Grand-Cœur :

- **Eau potable** : le réseau a été refait en fonte de Ø 100 dans la traversée du village jusqu'au poteau incendie implanté en sortie de village. Un poteau incendie existe aussi à l'intersection des RD990 et RD93 mais devrait être remplacé dans le cadre de sa mise en norme et de son rattachement à la nouvelle conduite de Ø 100 car sa configuration actuelle est sous-dimensionnée. A noter en bordure de terrain en façades sud et ouest, la présence d'une canalisation d'alimentation du poste électrique de Grand-Cœur.
- **Téléphone** : deux réseaux longent la parcelle envisagée pour la future zone d'activités, un en pleine terre et l'autre sous l'enrobé de la R.D. n° 990.
- **Electricité** : un fourreau TPC de Ø 160 en attente a été installé par la Régie Electrique communale sous la chaussée de la R.D. n° 990 lors des travaux de réaménagement de la traversée du village permettant le raccordement de la future zone d'activités.
- **Assainissement** : les réseaux séparatifs d'assainissement du village de Grand-Cœur tels qu'ils existent en l'état ne permettent pas le raccordement gravitaire de tous les lots de la future zone d'activités envisagée, notamment ceux situés en partie aval de la parcelle. Les eaux de ruissellements du bassin versant amont et de la R.D. n° 93 sont déversées de façon diffuse dans la parcelle d'assiette de la future zone d'activités. Les eaux pluviales sont récupérées et rejetées dans le milieu naturel.

La viabilisation de la zone

Dans le cadre de la zone à aménager, des réseaux complémentaires seront créés, lesquels seront principalement implantés sous la voirie de desserte à créer :

- **eaux potable** : le réseau à créer comprendra notamment la fourniture et la mise en place des chambres de vannes, des canalisations principales en PEHD de Ø 125 (sur 310 ml), le remplacement de l'alimentation des installations EDF par une conduite PEHD de Ø 50 sur 135 ml, la mise en place d'un poteau incendie incongelable de Ø 100, le raccordement au réseau existant, la fourniture et l'installation des prises en charge pour branchement des lots et des canalisations de branchement des lots en PE de Ø25/32 sur 100 ml ;
- **réseau électrique** : alimentation existante est insuffisante pour satisfaire les besoins de la future zone. C'est pourquoi le projet prévoit la mise en place d'un poste de transformation d'électricité prééquipé ainsi que la mise en œuvre et le câblage HTA alu de l'alimentation du poste, de l'alimentation en basse tension des lots sous fourreau PVC, les grilles RMBT en abri montagne double, le génie civil et le câblage pour le raccordement au réseau existant, le câblage du téléport.
- **réseau téléphonique** : comprenant notamment la fourniture et pose des chambres L2C et des bornes de branchement, la mise en œuvre du réseau principal et des fourreaux de branchement des lots, le raccordement au réseau souterrain existant. Le réseau à créer respectera les contraintes et préconisations fournies par les techniciens de France Télécom

- Assainissement

Les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales seront raccordés aux réseaux projetés par la CCVA dans le cadre de la mise en place d'un réseau global d'assainissement sur le secteur de Château Feuillet sur la commune limitrophe de La Léchère (cf pièce « Vue d'ensemble Réseaux EU/EP »).

eaux usées : le réseau mis en place comprendra notamment la mise en œuvre des réseaux principaux en PVC de Ø 200 sur 450 ml, l'installation des regards de visite Ø 1000 et Ø 800, la mise en place des canalisations de branchement des lots en PVC de Ø 160 ;

eaux pluviales : comprenant notamment la mise en œuvre des réseaux principaux en tube annelés PVC lisses intérieur de Ø 400 sur 400 ml et en PVC de Ø 300 sur 235 ml, l'installation des regards de visite Ø 1000 et Ø 800, des avaloirs à grille, la mise en place des canalisations de raccordement des lots en PVC de Ø 160 et des avaloirs. L'étude hydrogéologique engagée par la CCVA permettra en outre de valider la capacité du réseau de récupération des eaux pluviales et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'optimisation de cette récupération.

III. L'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET

Au-delà de la création d'une zone d'activités supplémentaire, l'aménagement de la zone d'activités à vocation artisanale et de services de La Piat constitue un véritable projet intercommunal d'intérêt public.

Il répond d'une part à des besoins clairement exprimés en termes de disponibilité de terrains, mais il participe également à la mise en œuvre d'une dimension emploi forte sur tout le territoire de la Communauté de Communes de Vallées d'Aigueblanche, concourant en ce sens au renforcement de cet espace à vocation économique.

La parcelle concernée est d'ores et déjà classée en zone INae permettant l'accueil d'activités artisanales et de services. Son aménagement en zone d'activités permet de confirmer la destination de cette zone et de répondre ainsi aux objectifs soulevés dans le SCOT en cours d'élaboration.

L'aménagement de la zone d'activités envisagée permettra une continuité dans l'implantation industrielle et d'activités artisanales et/ou de services assurant ainsi une unité fonctionnelle du secteur considéré dont l'accessibilité est par ailleurs optimisée par la proximité de la 2x2 voies.

Le projet permet de satisfaire une forte demande locale d'implantation puisque la zone envisagée permettra de satisfaire les demandes d'emplacements reçues par la CCVA.

Ainsi, le projet répond avant tout à un objectif d'ordre économique visant à :

- **Accueillir de nouvelles activités** sur le secteur et relancer le dynamisme économique local ;
- **Diversifier l'offre économique** et développer des **filières complémentaires** ;
- **Attirer des entreprises** et activités porteuses de **valeur ajoutée** ;
- **Créer de nouveaux emplois** par l'implantation d'entreprises nouvelles ;
- **Améliorer les conditions d'emplois** sur la commune et ses alentours en offrant des locaux et sites adaptés aux entreprises existantes dont l'implantation actuelle ne favorise pas leur essor.

Par ailleurs, l'aménagement de la voie de desserte qui pourra être utilisée par les services de la Direction des Routes et notamment les engins de déneigements permet de réduire considérablement les nuisances sonores engendrées par l'implantation de la sortie actuelle traversant un secteur d'habitations.

Ainsi, ni le coût financier du projet, ni les atteintes qu'il porte à la propriété privée ne sont excessifs au regard de l'intérêt public que représente le projet dont la perspective renforce en outre, la cohérence avec la destination de secteur économique bien marqué retenue pour le site considéré.

IV. EMPRISE FONCIERE ET NEGOCIATIONS AMIABLES

L'emprise de la zone d'activités à créer s'exerce sur une parcelle (CA n° 26) en nature de pré de fauche d'une superficie de 14 802 m² appartenant à une indivision importante non régularisée. Sur cette parcelle sont implantés, en limite du chemin d'exploitation desservant le centre de livraison d'électricité et en contre bas de la parcelle 2 pylônes électriques dans une zone où l'aménagement projeté prévoit une haie paysagère. La parcelle concernée est actuellement exploitée par un agriculteur qui sera indemnisé le moment venu au titre de l'éviction conformément aux barèmes de la chambre d'Agriculture compétente.

A noter que trois des quatre parcelles constituant l'assiette du chemin d'exploitation bordant la future zone et non comprises dans le projet d'aménagement, apparaissent au cadastre à la côte de l'indivision propriétaire de la parcelle d'assiette de la zone projetée. Néanmoins, des recherches hypothécaires ont permis de constater que ces parcelles appartenaient à EDF.

Dans le cadre des négociations amiables préalables, la CCVA a adressé à tous les membres connus de l'indivision un questionnaire pour recueillir des informations d'état-civil et des renseignements sur les droits de propriété tant sur la parcelle d'assiette du projet que sur les parcelles formant la chemin d'exploitation inscrites à la cote de l'indivision. Parallèlement, la CCVA a fait part d'une proposition pour l'acquisition de la parcelle nécessaire au projet. Tous les propriétaires n'ont pas retourné ce questionnaire et peu ont accepté les conditions de l'offre de la CCVA.

Par ailleurs, la plateforme de retournement à créer dans le cadre du projet, s'exerce partiellement sur une parcelle attenante appartenant au Département de la Savoie (CA n° 27) ; des négociations amiables sont engagées pour l'acquisition de l'emprise s'exerçant sur la parcelle du Département.

Précision est faite que la voirie de desserte de la zone et la placette de retournement seront à terme, incorporées dans le domaine public.

L'emprise à acquérir s'établit donc à 15 396 m² environ.

En conséquence, afin de s'assurer la maîtrise foncière totale des terrains nécessaires à la création d'une zone d'activités et à l'aménagement, en concertation avec les services compétents du Département, la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche, a décidé, par une délibération du 15 mars 2012 d'engager une enquête parcellaire conjointement à l'enquête préalable à la D.U.P. à l'encontre des propriétaires de la parcelle projetée pour l'implantation de la future zone d'activités.